

donné son importance cruciale. Le débat, néanmoins, est impossible à comprendre si les uns sont déclarés bons par définition et, partant, leurs arguments acceptés sans examen critique tandis que les autres sont réputés mauvais et leurs arguments rejetés d'office. Il y a une analogie évidente entre ce débat et celui qui se poursuit actuellement au Canada sur l'avenir de notre pays. En dépit de profondes divergences personnelles entre M. Trudeau, premier ministre du Canada et M. Lévesque, premier ministre du Québec, ni l'insistance de M. Trudeau quand il s'agit de la préservation de la Confédération ni celle de M. Lévesque quand il s'agit de la séparation du Québec — en quelques termes qu'on les définisse — ne peuvent être ignorées. On ne peut non plus faire fi des arguments de leurs partisans respectifs.

La raison pour laquelle il est devenu impossible de continuer à ignorer la position de Nitze et celle de ses partisans, c'est qu'il a bien fallu se rendre à l'évidence que, sous le couvert des accords Salt I, les Russes s'étaient lancés dans une expansion sans précédent de leurs forces stratégiques, ignorant les limitations prévues, surtout en ce qui concerne l'augmentation de la puissance explosive de leurs armements. Cette expansion est devenue une source majeure d'inquiétude à cause des progrès très rapides réalisés dans la précision des missiles, progrès qui ont dépassé et continueront de dépasser toutes les prévisions. L'URSS possède désormais des engins dont la puissance explosive et la précision combinées lui donneront la capacité, vers 1980, de détruire les missiles balistiques intercontinentaux ou ICBM des États-Unis dès la première attaque tout en n'utilisant qu'une petite partie de ses propres forces. L'ICBM en silo terrestre est en voie d'être dépassé, d'où une nouvelle vague d'incertitudes au sujet de la stabilité de l'équilibre stratégique.

Dire que la capacité de la première frappe stratégique des Soviétiques augmente ne signifie pas nécessairement qu'ils s'en serviraient sans motivation politique. Par ailleurs, la possibilité qu'ils soient tentés de le faire en temps de crise est beaucoup plus grave. La stabilité de l'équilibre stratégique entre les Grands ne peut donc plus être tenue pour acquise et ne peut être maintenue à l'avenir que si les États-Unis augmentent considérablement leurs forces stratégiques et y apportent des changements majeurs, notamment le recours aux ICBM mobiles. De plus, l'URSS, contrairement à ce que l'on avait prédit, ne s'est pas laissé endoctriner par les pourparlers Salt au point d'accepter

les théories de discussion, de stabilité et de contrôle des armements prônées par les Occidentaux. Au contraire, elle a maintenu sa propre doctrine qui est diamétralement différente; elle met en effet l'accent sur les avantages politiques et militaires de la supériorité tant stratégique que conventionnelle pour éviter la guerre et, le cas échéant, pour la gagner. C'est la doctrine qu'elle applique actuellement en Afrique par l'entremise des Cubains.

Le comportement soviétique en Europe obéit également à cette doctrine. Les arguments invoqués par l'OTAN en faveur de la réduction mutuelle et équilibrée des forces (M(B)FR) faisaient valoir que les forces du Pacte de Varsovie étaient quantitativement supérieures à celles de l'OTAN (encore que l'équilibre qualitatif fût contestable) mais qu'elles dépassaient certainement ce dont l'organisation du Pacte de Varsovie avait besoin pour sa défense. Sa capacité de déclencher une attaque-surprise pouvait par conséquent être réduite tout comme pouvaient être réduites les forces de l'OTAN. De même, pourrait-on diminuer de part et d'autre les dépenses consacrées à la défense. L'URSS et l'Organisation du Pacte de Varsovie, ont rejeté ces arguments et ont augmenté de façon massive, en quantité et en qualité, les forces qu'elles braquent sur l'OTAN. On comprend dès lors que l'OTAN voit dans la bombe à neutrons un moyen de compenser la supériorité de 3:1 dont jouit l'Organisation du Pacte de Varsovie en matière de chars. On comprend également les inquiétudes éprouvées au sein de l'OTAN à l'égard des États-Unis; on craint en effet que ceux-ci ne troquent les avantages de la bombe à neutrons contre des promesses invérifiables de la part des Soviétiques qui s'engageraient à restreindre leurs systèmes eurostratégiques; ou encore qu'ils ne limitent le rayon d'action des missiles de croisière intercontinentaux ou LRCM ou le transfert à l'OTAN de la technologie de ces engins. Le LRCM est actuellement le seul moyen dont dispose l'OTAN pour attaquer les voies de ravitaillement de l'Organisation du Pacte de Varsovie si celle-ci passait à l'attaque. De plus, la Grande-Bretagne et la France sont intéressées au plus haut chef à s'approprier la technologie des LRCM pour renforcer leurs systèmes de vecteurs nucléaires, tant tactiques que stratégiques; la Russie s'est, bien entendu, efforcée de mettre obstacle à ce projet lors des pourparlers Salt II.

Les négociateurs des Salt II se trouvent donc confrontés à la veille de basculer dans la camp russe en concluant une entente qui serait jugée acceptable à la fois